

«Ouf!» a dû soupirer le sénateur du Canada, quand il a appris que son collègue du Vermont, James Jeffords, traversait la Chambre pour siéger dans les rangs de l'opposition démocrate, à Washington (DC).

La trahison du sénateur du Vermont est le plus important événement de la politique... canadienne depuis la réélection du gouvernement de Jean Chrétien. Grâce au geste courageux du parlementaire du petit état vermontois, à peine aussi peuplé que la ville de Québec ou Ottawa, M. Chrétien n'aura pas à justifier une nouvelle politique de défense onéreuse (guerre des étoiles, version George W. Bush). Son ministre de l'Environnement, David Anderson, et le ministre de l'Énergie du Québec, Jacques Brassard, n'auront pas à s'expliquer sur des politiques énergétiques dont le seul but est de fournir la surconsommation états-unienne, quoi qu'il en coûte au plan environnemental. Le Canada n'aura pas à se disculper, aux yeux de la communauté internationale d'avoir excusé l'impopulaire dénonciation du protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre : l'opposition démocrate dans la capitale de l'Amérique, renforcée par M. Jeffords, fera tout cela pour eux, en remettant George W. Bush à sa place (du moins faut-il l'espérer). Évidemment, les choses seraient plus faciles si les Canadiens et les Québécois parlaient de leur propre voix au Capitole, plutôt que de laisser les autres décider à leur place. Mais nous ne suggérons pas d'adhérer à l'Union.

Où que l'on se tourne, nos politiques, nos lois et jusqu'à nos droits civiques sont déterminés par nos puissants voisins. Parlons-nous de renforcer le rôle de l'État, pour amortir les effets négatifs du libre-échange, ou les droits collectifs (en santé, en éducation), pour amoindrir les inégalités sociales, comme le propose de professeur Peter Leuprecht («L'homme de droit contre la droite», p. 12), qu'on nous ramène à l'ordre : concurrence oblige, l'État doit se faire tout petit, et nous avec.

Nos forêts sont surexploitées? Devinez à qui la faute? Aux États-Unis, la forêt est quatre à cinq fois plus productive, au Brésil, trente fois plus, sur certaines plantations expérimentales. Nous plaignons-nous de ce que le droit aux vacances soit en train de disparaître au Québec, depuis 30 ans (notre dossier, p. 22), alors que les Européens jouissent d'avantages incomparables (avec des économies comparables)? On nous rabroue : chez nos voisins du sud, c'est bien pire. Pourtant, c'est avec ces gens-là que nous signons, les yeux fermés, des traités invraisemblables.

Mais pas tout seuls! Pour la Zléa, nous serons 34, au moins. Trente-quatre pays en ordre dispersé face à l'Empire le plus puissant qui ait jamais régné sur Terre. Ne devrions-nous pas changé de tactique et même de stratégie? Il faut s'intéresser à ce qui se passe au Sud, tisser des alliances, faire front avec tout ce qui a couleur progressiste au Brésil, au Mexique, au Pérou, etc.

Dans la salle de rédaction de *Recto Verso*, nous nous interrogeons sur la place grandissante de l'international dans nos pages. Nos lecteurs ne vont-ils pas se lasser de ce biais dans nos informations? Ce serait un bien grand malheur, pour *Recto Verso* et pour vous, amis lecteurs. Le Nord a besoin de l'appui politique du Sud, pour maintenir ses acquis sociaux et protéger l'environnement. L'automne prochain, nous reviendrons sur *L'autre mondialisation*, vue du Sud, où notre collègue Denise Proulx est partie s'informer des suites des sommets de Québec dans les trois Amériques. D'autres journalistes travailleront aussi à ce *spécial* qui fait de moins en moins exception dans notre revue.

— Richard Amiot

MOT DE L'ÉDITEUR

L'assemblée générale de Revue Vie ouvrière inc., société éditrice de *Recto Verso*, s'est tenue le 9 mai à Montréal. Les membres ont débattu de la situation du magazine et fixé les objectifs de la prochaine année, qui marque le 50^e anniversaire de la corporation.

Recto Verso continuera de vous présenter des points de vue, un éclairage différent sur les transformations dans la société. Nous souhaitons traiter davantage des régions, au Québec, et consacrer nos pages à l'information internationale qui prend une singulière importance dans nos vies en cette ère de mondialisation. Le crève-cœur est quasi quotidien de constater les limites de nos six numéros de 52 pages par année, devant l'ampleur des sujets que nous traitons... Aussi, les membres ont-ils convenu que la présence de *Recto Verso* sur Internet est devenue incontournable. Sa mission d'information sur les en-

jeux et les mouvements sociaux fait que *Recto Verso* rejoint ceux et celles qui font bouger la société québécoise. Les organisations communautaires, les syndicats et les regroupements nationaux sont autant de lieux où le magazine doit être disponible. Aujourd'hui, *Recto Verso* est sans doute la publication qui rejoint le plus grand nombre d'organisations communautaires, mais les besoins restent grands. Nous voulons doubler le nombre de points de dépôt dans ces organisations d'ici la fin 2002.

Recto Verso doit sa survie à son adhésion au projet d'une presse alternative proche des gens et des valeurs communautaires. À l'automne 2001, les membres de la corporation seront appelés à réfléchir sur ses orientations et son avenir, un exercice exigeant et stimulant. Nous souhaitons augmenter le nombre de membres de la corporation, le nombre d'abonnés à la revue, développer des

liens plus étroits avec elles et eux. Depuis quelques mois, vous avez été nombreux à témoigner de votre appui en vous abonnant au magazine. Votre soutien est nécessaire et nous encourage.

Publier un magazine communautaire national et progressiste est ambitieux et va à contre-courant de la concentration actuelle dans les entreprises de presse. Nous le relevons tous les jours avec l'engagement des collaborateurs-trices de *Recto Verso*, le support de la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses (Québec) et du Réseau d'investissement social du Québec, l'aide des membres de la corporation, le soutien des organisations qui s'annoncent dans nos pages, les lecteurs et lectrices. Grâce aussi à travail des administrateurs : Françoise Guay, François Mercier, Guylain Prince, Nathalie St-Pierre, Edith Tessier et Lina Trudel. Nous les en remercions du fond du cœur.

— Anne-Marie Brunelle